*Mesure de soutien financier
pour l'élaboration de programmes d'études
menant à l'attestation d'études collégiales
(AEC)*

Guide de gestion

Avril 2009

Présentation

Ce guide de gestion présente les modalités administratives et financières définies par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) pour soutenir financièrement l'élaboration de programmes d'études menant à l'attestation d'études collégiales (AEC).

Il est assujéti :

- aux régimes budgétaire et financier des cégeps et des collèges privés d'ordre collégial et plus spécifiquement aux annexes S015 (cégeps) et 031 (collèges privés);
- au régime des études collégiales qui définit les conditions selon lesquelles un collège peut élaborer et mettre en œuvre un programme d'établissement menant à l'AEC (RREC, art. 16).

1. Objectif de la mesure

Cette mesure a pour but de soutenir financièrement les établissements collégiaux pour l'élaboration de programmes d'études menant à l'AEC qui permettront :

- d'assurer un meilleur arrimage entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée dans les entreprises;
- de faciliter l'adaptation de cette main-d'œuvre à l'évolution des technologies et des fonctions de travail;
- de réorienter des personnes déjà formées vers des secteurs de formation en émergence.

2. Principes généraux

Cette mesure de financement s'appuie sur le respect par les collèges de certains principes favorisant l'atteinte des objectifs, la valorisation de la sanction AEC et l'harmonisation de celle-ci dans l'offre de formation professionnelle et technique :

- Répondre aux besoins du marché du travail :

Les programmes d'études doivent permettre de répondre rapidement aux besoins de formation de la main-d'œuvre dans les secteurs qui requièrent de la main-d'œuvre spécialisée et dans les secteurs en émergence.

L'implication des partenaires du marché du travail et des organismes spécialisés dans la définition et l'estimation des besoins de main-d'œuvre et de formation de la main-d'œuvre est essentielle à la réalisation d'un projet d'élaboration de programme d'études.

Parmi ces organismes spécialisés, citons notamment Emploi-Québec et les Comités sectoriels de main-d'œuvre.

- Faire en sorte que les programmes d'études menant à l'AEC soient définis par compétences et formulés en objectifs et standards de formation.

- Favoriser l'unicité des programmes d'études par la concertation entre les collèges et avec leurs partenaires du marché du travail.

Dans la mesure où l'élaboration d'un programme d'études est soutenue financièrement par le MELS, les collèges conviennent que ce programme est accessible à tous pour sa mise en œuvre.

Le regroupement de collèges sera privilégié afin de favoriser une élaboration unique pour des besoins de formation similaires.

- Offrir des formations qualifiantes et transférables.

Le caractère « qualifiant » se reconnaît :

- par la validation des compétences du programme vis-à-vis de la situation de travail ou des tâches à réaliser au regard d'un poste de travail;
- par la reconnaissance d'études à laquelle conduit le programme.

Le caractère « transférable » englobe tout autant la possibilité d'une mobilité au sein d'une entreprise que le mouvement vers un autre employeur du même secteur d'activité.

- S'harmoniser à l'offre de formation professionnelle et technique existante.

Les programmes d'études doivent être élaborés pour répondre à des besoins auxquels les programmes officiels du MELS ne répondent pas en matière de main-d'œuvre.

Également, la poursuite des études vers le DEC doit, dans la mesure du possible, être favorisée par l'établissement d'équivalences entre les compétences du programme d'études menant à l'AEC et le ou les DEC reliés.

3. Caractéristiques de l'AEC

Outre ce qui est prévu à l'article 16 du RREC, le MELS analysera les demandes de soutien financier, qui respecteront les caractéristiques suivantes :

« Un programme d'études menant à l'AEC est un plan de formation de courte durée menant à l'exercice :

- d'une sous-fonction de travail, ou
- d'une fonction de travail connexe, ou
- d'une fonction de travail menant à une spécialisation, ou
- d'une fonction de travail en émergence. »

À cet égard, un programme d'études menant à l'AEC devrait couvrir un ensemble cohérent de tâches :

- associées à l'exercice de rôles bien balisés;
- comportant des responsabilités professionnelles clairement définies;
- contribuant à forger l'identité professionnelle de la travailleuse ou du travailleur.

Afin d'aider à clarifier ce qui précède, vous trouverez, joint à l'annexe 1, un document explicatif intitulé « Repères pour la délimitation des fonctions de travail dans le cadre de l'élaboration de programmes d'établissement ».

Par « plan de formation de courte durée », l'on entend un programme d'études ne contenant que la formation spécifique à l'exercice d'une fonction de travail.

4. Établissements visés

Cette mesure de financement s'adresse, aux mêmes conditions, aux établissements publics et privés subventionnés visés par l'article 16 du RREC. Toutes les allocations particulières accordées à un établissement public à la suite des résultats de l'analyse d'une demande par la Direction de la formation continue (DFCS) du Secteur de la formation professionnelle et technique et de la formation continue (SFPTFC) lui seront transmises par la DGFE du Secteur de l'enseignement collégial. Dans le cas d'un établissement privé, les allocations transiteront par l'intermédiaire d'un cégep fiduciaire.

5. Présentation au MELS d'une demande de soutien financier pour l'élaboration d'un programme d'études menant à l'AEC

Toute demande de soutien financier doit être appuyée par :

- une étude de pertinence réalisée par le collège permettant de justifier l'élaboration du programme d'études au regard des besoins en main-d'œuvre du marché du travail pour la profession visée.

Par ailleurs, il est recommandé de joindre tout autre renseignement pertinent à la compréhension du projet ou permettant de confirmer l'intérêt et la participation des entreprises, par exemple les lettres ou ententes de partenariat avec la direction des entreprises concernées. Ces documents doivent préciser clairement :

- l'intérêt évident des entreprises ou des partenaires socio-économiques pour l'embauche ou le maintien de personnes qui atteindront les objectifs de ce programme;
- les retombées ou avantages dont les entreprises pourraient bénéficier;
- leur participation respective dans l'élaboration du programme ou dans sa mise en œuvre.

Toutes les demandes de financement doivent être transmises au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport **exclusivement par courrier électronique** à l'attention de :

Monsieur Pierre Duchaine
Direction de la formation continue et du soutien
Téléphone : 418 646-1536, poste 2324
Courriel : pierre.duchaine@mels.gouv.qc.ca

6. Réalisation de l'étude de pertinence

Essentiellement, l'étude de pertinence vise à fournir des données et des recommandations ayant trait à la pertinence d'élaborer un programme d'études menant à l'AEC. Ces données préciseront notamment les besoins de formation relatifs à l'exercice de la profession ou du poste de travail visé par l'étude.

De manière opérationnelle, l'étude de pertinence est à prédominance qualitative plutôt que quantitative et doit fournir des réponses à un ensemble de questions portant sur les principaux aspects suivants :

- la profession ciblée et sa définition;
- l'emploi relié à cette profession;
- l'état actuel de la formation qui prépare à l'exercice de la profession;
- les relations entre les formations disponibles et la profession ciblée;
- les solutions de rechange, la pertinence d'une formation et les impacts probables sur l'organisation de cette formation.

L'annexe du présent guide décrit les principales questions à couvrir pour chacun des aspects identifiés ci-dessus.

7. Subventions

L'analyse des demandes de soutien financier peut se traduire par une aide financière maximale correspondant aux natures des dépenses et aux montants suivants :

- un montant maximal de 35 000 \$ pour les dépenses reliées à l'ensemble du processus d'élaboration d'un programme d'études incluant un montant de 5 000 \$ pour la réalisation de l'étude de pertinence sur les besoins de formation pouvant conduire à l'élaboration d'un programme d'études menant à l'AEC;
-
- un montant maximal de 5 000 \$ pour appuyer les activités de concertation d'au moins trois collègues associés à un même projet;
- un montant maximal de 5 000 \$ pour l'élaboration de plans cadres de formation lorsque le projet s'inscrit dans un contexte de regroupement de collègues;

- un montant maximal de 10 000 \$ pour les activités de promotion;
- un montant maximal de 30 000 \$ pour l'achat d'équipement essentiel à la formation et non couvert par le guide d'organisation physique du DEC relié.

Le Ministère se réserve la possibilité de soutenir de manière particulière, selon les besoins et les priorités, la réalisation d'activités liées à l'élaboration d'AEC ou à leur soutien. La subvention ne peut excéder 70 000 \$.

Le collègue qui dépose un projet au Ministère s'engage, dans l'éventualité où son projet est accepté, à remettre au MELS tous les produits ayant servi à l'élaboration ou à l'adaptation d'une AEC subventionnée. Ces produits doivent être transmis, à la Direction de la formation continue et du soutien (DFCS) dans un délai de douze mois suivant la réponse officielle du MELS. Passé ce délai, le Ministère se réserve le droit de récupérer les sommes versées.

Les coordonnées pour transmettre l'information sont les suivantes :

Monsieur Pierre Duchaine
Direction de la formation continue et du soutien
Téléphone : 418 646-1536, poste 2324
Courriel : pierre.duchaine@mels.gouv.qc.ca

Les produits résultant de l'élaboration ou de l'adaptation d'une AEC subventionnée sont les suivants :

- Tout document ayant servi à l'identification et à l'estimation du besoin de formation auquel répondra le programme d'études (demande de financement).
- Le résultat de l'analyse de situation de travail ou ce qui en tient lieu.
- Le programme d'études adopté par le conseil d'administration du collège, lequel doit inclure les éléments suivants :
 - Les buts du programme, les conditions d'admission au programme, la liste des compétences, le nombre d'unités et le nombre d'heures contacts prévues. Les compétences provenant intégralement d'autres DEC ou AEC, et donnant droit à une équivalence, doivent être identifiées (liste en annexe au programme d'études);

- La matrice des compétences (en annexe au programme d'études);
 - Les objectifs et les standards du programme.
- Tout autre document élaboré à l'aide de la subvention allouée.

8. Diffusion de l'information

L'ensemble de l'information portant sur le présent guide de gestion, ses annexes et l'identification des programmes d'études subventionnés est mise à la disposition des collègues sur le site Internet de l'Inforoute FPT à l'adresse suivante : www.inforoutefpt.org/aec.

Pour obtenir les programmes d'études (objectifs et standards) soutenus par cette mesure de financement, il est recommandé de communiquer avec les collègues qui les ont élaborés ou avec le MELS en dernier recours.

ÉTUDE DE PERTINENCE – QUESTIONS À COUVRIR

Essentiellement, l'étude de pertinence vise à fournir des données et des recommandations ayant trait à la pertinence d'élaborer un programme d'études menant à l'AEC. Ces données préciseront notamment les besoins de formation relatifs à l'exercice de la profession ou du poste de travail visé par l'étude. Les résultats de cette étude sont transmis principalement :

- aux gestionnaires du collège, pour décision sur la pertinence du projet;
- à Emploi-Québec régional, pour l'émission d'un avis
- aux différents partenaires concernés directement par le projet (comités sectoriels, entreprises, etc.);
- au MELS, aux fins de financement de l'élaboration du programme;
- au responsable de l'élaboration du programme d'études au collège.

De manière opérationnelle, l'étude de pertinence est à prédominance qualitative plutôt que quantitative et doit fournir des réponses à un ensemble de questions portant sur les principaux aspects suivants :

- sur la profession ciblée et sa définition;
- sur l'emploi relié à cette profession;
- sur l'état actuel de la formation qui prépare à l'exercice de la profession;
- sur les interrelations existantes entre les formations disponibles et la profession ciblée;
- sur les alternatives de solution, la pertinence d'une formation et les impacts probables sur l'organisation de cette formation.

1. Fonction de travail

- Quelle est la fonction de travail (profession principale, connexe ou fonction d'une profession principale) associée au projet de formation visé par l'étude?
- Quels sont les liens avec la Classification nationale des professions (CNP)?
- Comment se définit la fonction de travail ou la profession ciblée?
- Où se situe-t-elle par rapport à la fonction de travail principale ou connexe?
- Quelles sont les appellations d'emploi que l'on retrouve en milieu de travail?

2. Emploi

Lors d'un projet pouvant être élaboré par un seul collège pour répondre à des besoins régionaux, l'information recueillie peut se limiter à une région, le cas

échéant. L'ampleur du bassin d'emploi et du bassin de clientèle devra cependant permettre de justifier la pertinence d'un programme d'études.

- Quels sont les secteurs d'activité où l'on retrouve cette fonction de travail?
- Quelles sont les entreprises ou catégories d'entreprises ciblées?
- Quel est le nombre de travailleurs pour la fonction de travail visée? (Niveau régional, provincial) Qu'en est-il par rapport à la fonction de travail principale ou connexe?
- Quel est l'état de l'offre et de la demande de la main-d'œuvre?
- Quel en est l'évolution prévisible?
- Existe-t-il des exigences importantes de mobilité?
- Quelles sont les principales responsabilités et les principales tâches associées à l'exécution de la fonction de travail visée?
- Quelles sont les conditions générales d'exercice de la profession?
- Qu'est-ce qui distingue ces responsabilités et ces tâches de la fonction de travail principale ou connexe?
- Quelles sont les conditions d'embauche et les compétences (générales et professionnelles) recherchées par l'employeur?
- Y a-t-il des exigences légales et réglementaires, de santé et de sécurité?
- Existe-t-il une corporation ou une association professionnelle ou d'autres ministères et organismes concernés? Quelle est leur implication?

À noter qu'Emploi-Québec ou d'autres partenaires du marché du travail possèdent généralement des renseignements pertinents sur ces questions.

3. Formation

Quel est l'état précis de la formation préparant à l'exercice de la fonction de travail en cause?

- Quelles sont les caractéristiques de la clientèle scolaire pour les programmes existants?
- Quelles sont les carences de formation détectées par les employeurs?
- Quelles sont les exigences des employeurs? (préalables académiques, expérience, autres)
- Quelles sont les caractéristiques de la clientèle scolaire qui sera ciblée pour la formation envisagée?

4. Programmes et fonctions de travail

- Quels sont les programmes d'études permettant de répondre aux besoins de formation en lien avec la fonction de travail ciblée? avec la fonction de travail principale ou connexe?
- Existe-t-il des chevauchements entre les programmes existants au regard de la fonction de travail ciblée? Qu'est-ce qui les distingue?

5. Pertinence, impacts et conclusions

- Quelles sont les façons les plus adéquates de répondre aux besoins? Quelles seraient les alternatives?
- Quels seraient les impacts organisationnels à répondre à ces besoins par le système éducatif? (équipements, ressources humaines, organisation pédagogique, etc.)
- Quels sont les moments les plus opportuns de répondre aux besoins?
- Dans l'hypothèse où la décision est de poursuivre avec l'élaboration d'un programme, quel sera l'objectif de formation poursuivi?
- Quelles seront les délimitations du métier ciblé pour une formation?